

2^e Tour Cantorales .

22 Mars 1988 .

CE → MP

-

(1)

Chers Amis,

Je viens de vous annoncer les résultats des élections dans les quatre cantons de Lille. C'est un très grand succès pour la Gauche plurielle et pour le Parti Socialiste, puisque Bernard DEROSIER est réélu dans le canton de Lille-Est, Michel LAIGNEL est réélu dans le canton de Lille Sud-Est, Patrick KANNER est élu dans le canton Lille Sud-Ouest, Jean-Pierre LEROY est élu dans le canton Lille Nord-Est.

Les informations qui me parviennent me permettent de vous dire que nous avons repris le Conseil Général à la droite. Nous revenons à la tête de l'Assemblée Départementale. C'est une éclatante victoire qui nous réjouit tous.

Dimanche dernier, les élections régionales ont tourné nettement à l'avantage de la Gauche plurielle et



Michel DELEBARRE a été élu sans difficulté, Président du Conseil Régional.

Je félicite chaleureusement Michel DELEBARRE pour son élection de vendredi dernier. Bernard DEROSIER, Michel LAIGNEL, Patrick KANNER, Jean-Pierre LEROY, pour leur élection de ce soir. Nous avons renoué avec la victoire, depuis les législatives de juin 1997 et la constitution du gouvernement de Lionel JOSPIN, à qui s'adresse notre amicale confiance. Nous renouons avec la victoire aujourd'hui dans les quatre cantons de Lille, dans les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Plus que jamais, le Beffroi de Lille symbolise le succès et la permanence de nos idées de Liberté, de Solidarité et notre volonté de progrès social et de construction européenne.

Plus que jamais le Beffroi de Lille est le symbole du rassemblement de la Gauche plurielle pour soutenir le gouvernement et poursuivre l'avancée

de la Gauche dans le respect de l'identité de chacune de ses composantes.

Plus que jamais le Beffroi de Lille est le symbole de la République et c'est ici que nous appelons à la rescousse les républicains contre le front national et ses nouveaux alliés. Les hommes de droite, ces derniers jours, ont bafoué leurs principes et le vote de leurs électeurs. Ils ont sali une certaine idée que nous pouvions avoir ensemble de la République et de la France. Ils doivent être condamnés par les Républicains et demain sanctionnés. Plus que jamais l'honneur sera de combattre pour une République, fière de son passé, et digne de ses valeurs.

Aujourd'hui

24 MARS 1998

► La réaction du président de l'Internationale socialiste

Mauroy : « Le président a dit ce que l'on attendait de lui »

ANCIEN Premier ministre de François Mitterrand, Pierre Mauroy est sénateur-maire de Lille et président de l'Internationale socialiste.

— Quel jugement portez-vous sur l'intervention télévisée du chef de l'Etat ?

Pierre Mauroy. — Après le spectacle que nous avons pu voir lors de ce lamentable « vendredi noir » (NDLR : le jour de l'élection de plusieurs présidents de conseils régionaux grâce à des coalitions droite-FN), le président de la République, en s'exprimant, a dit exactement ce que l'on attendait de lui. Il a parlé de la cohésion nationale, des valeurs de notre pays, et il a qualifié très clairement le Front national de parti raciste et xénophobe.

— Le président de la République a tout de même eu quelques mots durs pour la gauche...

— J'ai aussi entendu cette partie de son intervention. Le président a cru devoir accuser la gauche de « mettre de l'huile sur le feu ». C'est injuste et, finalement, assez peu approprié aux moments que nous traversons. Qu'avons-nous observé dimanche ? La gauche, qui ne s'est pas compromise avec le FN, est sortie renforcée grâce au soutien des électeurs. Pour le reste, je remarque que le président s'est déclaré favorable à davantage de morale, au renouvellement des élus, à la limitation du cumul des mandats, à l'arrivée des femmes dans la vie publique. Je ne peux que m'en réjouir, puisque c'est exactement le programme du gouvernement de Lionel Jospin. Le président se rallie



Pierre Mauroy approuve l'analyse de Jacques Chirac : elle recoupe, dit-il, le programme de Lionel Jospin. (Photo AFP/JULIEN.)

à ces réformes et souhaite les amplifier : tant mieux !

— Face au FN, les républicains de droite et de gauche doivent-ils, selon vous, faire bloc ?

— Oui. Mais là où ils sont, et chacun à sa place. Pour défendre tous ensemble les valeurs qui nous sont communes. Ce ne sont pas là des paroles en l'air. Je rappelle que, la semaine dernière, le Parti socialiste a annoncé qu'il retirait ses candidats dans toutes les régions où il n'avait pas la majorité relative avec ses partenaires de la gauche plurielle. Et il l'a fait. Nous aurions apprécié que la droite se montre aussi claire sur ces principes.

— Avez-vous le sentiment que cette alliance d'une partie de la droite et du FN constitue une vraie menace pour la République ?

— Oui, dans la mesure où j'ai toujours pensé qu'il ne fallait pas attendre que la République soit

agonisante pour la défendre. Quand on examine attentivement la façon dont le piège a été dressé, la manière dont certains élus de droite s'y sont laissés prendre, mais aussi la brutalité avec laquelle on les a traités, on ne peut que se dire que le FN est un parti détestable, sur le fond comme dans ses manières. Il faut sanctionner tous les dérapages. Sinon, les mauvaises idées, les mauvaises pensées prennent de l'ampleur.

— La France connaît-elle une crise de régime telle qu'il faille songer à une « VI^e République » ?

— Je me méfie des grands mots. Si la France parvient à mener à bien les réformes ambitieuses qu'a citées le président de la République, si elle parvient donc à moderniser et à moraliser sa vie politique, il n'y aura alors nul besoin de changer de régime.

Propos recueillis par
Anne-Sophie MERCIER